

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 61
du 19 FEV. 2026

abrogeant l'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-23 du 16 janvier 2025 mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter des dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article L.171-8-I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-DCAT-BEPE-40 du 20 février 2018 concernant les installations exploitées par la société SAFETY KLEEN sur le territoire de la commune d'Argancy ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-23 du 16 janvier 2025 mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter des dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy ;
- Vu** le rapport d'inspection du 17 février 2026 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand-Est, faisant suite à la visite réalisée le 5 février 2026 ;

Considérant que les actions correctives mises en place par l'exploitant permettent le retour à la conformité par rapport aux prescriptions contrôlées ;

Considérant ainsi que la mise en demeure susvisée peut être abrogée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-23 du 16 janvier 2025 mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter des dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy, est abrogé.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télé recours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SAFETY KLEEN et dont une copie est notifiée pour information au maire d'Argancy.

À Metz, le 19 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy